centre d'innovation
et de design
au Grand-Hornu

Gau
POLYTECHUMONS
Génie
Architectural
&Urbain

EN COLLABORATION AVEC

Faculté
d'Architecture
et d'Urbanisme

ARTS2
ECOLE SUPERIEURE DES ARTS
ACADEMY OF ARTS

VIVRE ENSEMBLE.
L'IMPARFAITE UTOPIE ?

26.03.2018
CID GRAND-HORNU
CONFERENCE DEBAT

Le ‘’vivre ensemble’’ est une notion très actuelle, politique, centrale à toute société démocratique visant à l’intégration harmonieuse des individus… une utopie à atteindre ou tout simplement une utopie… (?) Or ce terme d’utopie renvoie à une double étymologie qu’il est utile de questionner lorsque l’on convoque le ‘’vivre ensemble’’ : ou topos, lieu en-dehors et eu topos, lieu du bon. Faut-il en conclure que le lieu du bien-vivre serait un lieu à part ?

À observer nos sociétés démocratiques, il est aisé de constater qu’elles ont tendance à se distendre entre deux extrêmes : la conception libérale qui considère l’individu comme autonome, la conception identitaire qui se fonde sur l’appartenance des individus à des communautés spécifiques, distinctes par leurs propres valeurs. Or ces deux conceptions répondent aux mêmes mécanismes : celui de la fermeture sur soi et de l’intolérance aux autres. Lorsque l’individu est garant de ses propres valeurs et lois ou lorsqu’une société entend se prévaloir de valeurs inaliénables fondant son identité communautaire, chacun est dans une optique d’entre-soi. Aucun espace politique n’a de chance de s’ouvrir dès lors qu’un individu ou un groupe d’individus s’approprie la loi (S. Agacinsky) : la loi, c’est moi – individu ou société identitaire – et je fais forcément corps avec moi-même. Aussi toute critique devient-elle vaine et tout espace de dialogue devient inutile, car soit il n’y a pas de valeur commune critiquable, soit les valeurs identitaires qui fondent la société ne peuvent faire l’objet de critiques. L’autre devient, dans tous les cas, problématique, car il questionne, par son apport personnel, nos propres valeurs, notre stabilité personnelle ou identitaire. Aussi, les stéréotypes, les préjugés ne sont, d’une certaine façon, que les mécanismes de défense dont les sociétés s’arment pour se prévaloir de l’autre, pour l’empêcher de critiquer ses valeurs, pour conserver cet entre-soi qui s’oppose au vivre ensemble.

Or, c’est bien la problématique de toute utopie : se pensant en-dehors du lieu, se pensant en-dehors d’une réalité complexe, se pensant sans confrontation, s’imaginant détenir les valeurs d’une société parfaite et idéale, elle favorise les stéréotypes et les préjugés, elle n’offre pas les conditions du questionnement de nos représentations que le vivre ensemble ne cesse de bousculer. D’où cette question : l’utopie est-elle le bon moyen de penser le vivre ensemble ? L’échec de nombreuses utopies n’est-il pas à trouver dans cette difficulté à prendre en main l’imprévu, l’inattendu, l’imperfection… et à leur donner une place au sein de nos valeurs et de nos systèmes de pensée ?

En ce sens, il est aisé de comprendre en quoi l'omniprésence de l'architecture et l'absence d'espace public sont centrales dans nombre d'utopies : l'une comme concrétisation de la pensée utopique, parfaite et définitive, l'autre comme le corollaire de l'impossibilité laissée aux individus de remettre en question l'idéal de la pensée utopique. Comme le note, par exemple, Dominique Rouillard dans son ouvrage Superarchitecture. Le futur de l'architecture 1950-1970, à propos de la Non Stop City du groupe Archizoom, « la saturation donne à voir l'espace coercitif, entièrement planifié de la communauté utopique, sans vide, sans temps mort ni espaces lacunaires''. Puisque, dans la communauté utopique, le peuple fait corps avec le pouvoir, il n'y a pas lieu de penser autrement la société, si bien que l'utopie possède ceci de paradoxal qu'elle ne peut engendrer autre chose qu'elle-même car elle ne possède pas l'écart nécessaire au questionnement sur ses propres structures, elle ne peut envisager la possibilité de l'imprévu, de l'imperfection. Dans cette perspective, l'architecture, garante de l'autorité, pose des questions étymologiques fondamentales et l'espace public, indéfini par nature, devient le lieu central de l'imperfection et, par extension, de la possibilité du ''vivre ensemble''.

Cette journée de conférence entend questionner le ''vivre ensemble'' au travers de contributions multidisciplinaires en posant les contraintes, difficultés, réalités du vivre-ensemble, en appelant des contributeurs de divers horizons, des acteurs de terrain à même de croiser les points de vue sur ce thème et de dégager les conditions politiques, architecturales et urbanistiques indispensables à la construction permanente de la société multiculturelle.

programme

modération
DE SUTTER Laurent
Professor of legal theory, VUB

09.00 accueil
09.10 introduction au thème de la conférence
09.30 visite exposition together

philosophie.territoire

10.30 Darcis D. / philosophe, UMons
11.00 Corijn E. / philosophe de la culture et sociologie, VUB
11.30 Decoster D-P. / sociologue UMons
12.00 table ronde

politique.urbanisme

14.00 Turine S. / échevine Molenbeek-Saint-Jean
14.30 Kech S. / conseillère en rénovation urbaine, Liège
15.00 Ruelle C. / chercheuse urbaniste, LEMA, ULiège
15.30 table ronde

logement

16.30 Toussaint M. / architecte, bureau Twyce Architects
17.00 Nahon S. / Sociologue UMons
17.30 Defeyt P. / Economiste, Institut pout un développement durable
18.00 table ronde

18.30 drink

Dans cette intervention, je souhaiterais revenir, dans une perspective indissociablement historique et philosophique, à partir de deux auteurs pourtant opposés, Jacques Rancière et Alain Badiou, sur les déformations contemporaines imposées à la notion d'utopie. Il s'agira de montrer et d'expliquer pourquoi si l'utopie a longtemps désigné des idées ou, à suivre Ernst Bloch, des expériences visant, d'une part, à rompre avec l'ordre établi, mais également, d'autre part, à imaginer ou expérimenter un autre ordre, elle consiste aujourd'hui, comme exemplairement dans le cas du vivre ensemble, en un aménagement, une correction ou une amélioration de l'ordre existant. Ce faisant, je défendrai l'hypothèse suivant laquelle ce qui se trame derrière ces déformations imposées à la notion d'utopie, la mise sur le devant de la scène de celle du vivre ensemble et derrière l'idée, à peine plus implicite, et tout aussi contemporaine suivant laquelle « les choses sont nécessairement imparfaites », n'est rien de moins que la transformation de la fonction politique des utopies (critique d'un état de fait et contre-proposition rompant avec lui) en une fonction éthique (amélioration de cet état de fait).

DAMIEN DARCIS

Docteur en philosophie de l'Université de Liège, Damien Darcis dirige aujourd'hui le service « Arts et Techniques de Représentation » de l'Université de Mons. Il assure les missions d'enseignement et de recherche en philosophie de l'art et en philosophie politique. Dans ce domaine, ses travaux s'inscrivent dans le champ de l'esthétique politique et s'appuient en particulier sur des auteurs comme Jacques Rancière, Étienne Balibar, Alain Badiou ou encore Michel Foucault. Il travaille notamment, depuis un an maintenant, sur les processus de ségrégation sociale s'exerçant contre des groupes d'individus comme les migrants. Ses derniers textes sont ou seront prochainement publiés dans les revues ThéoRèmes, Articulo ou MethIS. Avec Jeremy Hamers, il organise chaque année, à l'Université de Mons, le colloque international « Agir dans la ville. Art et politique dans l'espace urbain » dont la troisième édition consacrée au quotidien, a eu lieu en décembre 2017.

UNE VILLE N'EST PAS UN PAYS

Mondialisation est urbanisation. La majorité de l'humanité vit maintenant en ville. Ces villes deviennent aussi de plus en plus grandes. De plus, la nouvelle économie post-industrielle, tend aussi à se concentrer dans les villes. Tout cela change l'architecture spatiale du monde : dans une planète pleine de territoires nationaux, les réseaux métropolitains prennent plus d'importance. Bref la condition urbaine devient dominante. La convivialité urbaine n'est pas nationale.

Nous allons développer le cas de Bruxelles, la ville la plus diverse d'Europe. Elle est en plus organisée dans le cadre des réformes de l'Etat Belge en 19 communes, deux communautés et une région. Paradoxalement, pendant cette même période de réformes institutionnelles, la sociologie de la ville s'est développée dans un autre sens. Ainsi l'institutionnel ne représente plus la réalité socio-culturelle de la ville.

On pourrait même dire qu'elle va à l'encontre du vivre-ensemble.

Cette réalité nous amène à réviser totalement les conditions de socialisation en ville. En effet celles-là ne se construisent plus sur la communauté, dans la mesure ou les villes sont multiculturelles, multi religieuses, multicommunautaires. La société se construit donc « entre» ces identités différentes. Nous indiquerons en quoi une ville n'est pas un pays et comment nous devons repenser le « vivre ensemble ».

philosophie.territoire

ERIC CORIJN

Philosophe de la culture et sociologue, professeur en Etudes Urbaines à la Vrije Universiteit Brussel. Il y est le fondateur de COSMOPOLIS, Centre for Urban Studies. Il est vice-président de la Brussels Studies Institute, directeur de la Brussels Academy et animateur de la Charleroi Academy, vice-président de la Commission Régionale de Développement de la RBC, membre du jury de la Rénovation Urbaine en Flandre, consultant pour le Global Parliament of Mayors. Il est l'auteur de plus de 300 publications.

Vivre ensemble une imparfaite utopie? On peut rapprocher cette question au développement local durable et à la difficulté pour des acteurs concernés par ce type de dynamique, à trouver le chemin d'une intelligence collective afin de relever le défi de dessein conjoint sur leur territoire vécu.

La vision idéale ou idéalisée, peut-être romantique, du développement local se définit comme « un processus collectif d'innovation territoriale inscrit dans la durabilité. Ce processus s'enracine dans un territoire pertinent, il y fédère et organise en réseau les acteurs économiques, sociaux, environnementaux et culturels pétris d'une culture commune de projet dont la finalité est le bien-être collectif et la centralité: l'être humain."

Le premier défi de ces acteurs concernés sera de définir le territoire local. S'agit-il d'un espace électif et donc communal ? D'un espace géographique ou morphologique, construit ou naturel, le bassin versant d'un cours d'eau, une fracture d'aménagement du territoire ? D'un territoire fonctionnel ou administratif, une zone de Police ou transport en commun ? D'une aire culturelle dotée d'une identité partagée par une communauté ? Tous ces aspects interviennent pour circonscrire au plus proche un territoire qui donne sens aux acteurs de l'action sociétale collective.

LES DÉFIS DU VIVRE ENSEMBLE PEUVENT-ILS SUSCITER L'ÉMERGENCE D'UNE L'INTELLIGENCE TERRITORIALE COLLECTIVE ?

Le deuxième défi portera sur la nature des acteurs à coopter, qui associer au partenariat pour rencontrer toute la pluralité d'un projet de développement local durable? Il faut pouvoir à ce moment fondateur, dépasser les clivages particratiques, mais aussi culturels, voire aujourd'hui cultuels, surmonter les oppositions d'anciennetés résidentielles pour veiller au bien commun local par-delà les particularismes. En synthèse, cultiver les agrafes interculturelles plutôt qu'exploiter les fragmentations de la multiculturalité.

Le troisième défi consistera à inventer un mode fonctionnement inclusif du partenariat qui respectera tous les enjeux et identités sectoriels avec leur diversité de temporalités. Pour renforcer sa légitimité, la gouvernance non hiérarchisée du partenariat local, recherchera une articulation avec la participation des citoyennes et citoyens du territoire concerné sans oublier les usagers de celui-ci. C'est à partir de ce mécanisme démocratique qu'une vision partagée du projet de vie commune sur cet espace sujet pourra se réfléchir.

DOMINIQUE-PAULE DECOSTER

Sociologue diplômée de l'Université Libre de Bruxelles, Maître de Conférences à l'Université de Mons en Belgique, s'intéresse au processus d'émergence de l'intelligence territoriale collective comme levier de développement de territoires les plus divers. Entre la Wallonie, le Liban ou le Maroc où elle enseigne, elle fait le constat que la confiance entre les acteurs de micro territoires « énergise » le développement local durable. Elle invite ces auteurs locaux, par ses enseignements, ses écrits et conférences, à prendre soin de ce capital immatériel et ose affirmer : 1+1=3 grâce à l'interconnexion des talents d'un territoire. Elle constate aussi que l'économie sociale et solidaire par sa gouvernance démocratique favorise la confiance intersectorielle.

Le dernier défi, plus immatériel, se situe dans la capacité collective des acteurs associés à développer suffisamment de confiance entre eux pour développer une valeur territoriale conjointe, qui par nature ne pourra pas subir de délocalisation. Car, c'est l'ancrage territorial de cet espace de dialogue qui en définit l'existence. Sans le défi de construction d'un projet d'avenir pour la communauté locale, cette association n'a pas de raison d'être. C'est grâce au processus collégial qu'une intelligence territoriale collective, supplémentaire à la simple addition des diverses intelligences singulières présentes au sein du partenariat, peut éclore.

Contrariant toutes approches mathématiques et cartésiennes, l'action sociétale collective peut donner : 1+1=3. Cette alchimie du vivre ensemble ne se produit pas dans tous les territoires, nous étudions les freins et facilitateurs de cette plus-value sociétaire.

Dans une société multiple et plurielle, le seul choix démocratique et pacifiste est celui du dialogue dans le respect des identités de chacun. Ceux qui optent pour le repli et qui rêvent d'une société où tout le monde se ressemble rêvent en fait à une société totalitaire où, in fine seule la peur et la mort règnent.

« Vivre ensemble » n'est pas une option parmi d'autres, c'est le destin de l'être humain, animal social par excellence. Vivre ensemble, cela nécessite dans le respect d'un cadre défini collectivement qui balise les droits et devoirs de chacun de composer avec l'autre, d'accepter parfois les désaccords, de tolérer de temps à autre ce qu'on n'aime pas, d'assumer que la société n'est par parfaitement ressemblante à nos idéaux. Vivre ensemble, ce n'est pas une utopie, c'est le quotidien, le réel, on doit « faire avec » !

Dans le cadre de cette table ronde, je tenterai d'illustrer au travers de cinq exemples concrets certaines réalités, difficultés et réussites du « vivre ensemble » dans une commune comme Molenbeek-Saint-Jean.

En tant qu'échevine du dialogue interculturel, je témoignerai du travail mis en place avec les différentes communautés religieuses et en quoi l'organisation de grands repas interculturels a permis ou pas de questionner, voire améliorer, l'appropriation collective de l'espace public.

J'aborderai ensuite la question de l'appropriation par certains groupes de l'espace public et du mobilier urbain. Au travers de quelques exemples concrets, j'évoquerai en quoi il importe pour les pouvoirs publics de bien réfléchir, disposer et diversifier l'offre de mobilier urbain, pour éviter le risque de privatisation de certains espaces publics par certains groupes d'usagers (comme les groupes de jeunes) et pour optimiser l'usage par d'autres comme les femmes, les personnes âgées et les enfants de ces mêmes espaces publics.

Je poursuivrai par la question suivante : peut-on mesurer la capacité d'acceptation de la diversité d'une société à la latitude que se donnent les pouvoirs publics en matière de règles urbanistiques et linguistiques ? Je parlerai ici plus spécifiquement de la question des lieux de culte et de l'usage des langues.

Le vivre ensemble, c'est aussi la capacité de s'approprier le débat public. Au-delà de la représentation politique, je témoignerai des réussites et des difficultés en matière de participation citoyenne dans une commune comme Molenbeek.

Enfin, j'aborderai l'enjeu du vivre en-

semble sur l'espace public en évoquant la question du contrôle social, de la pression sociale et de l'importance de la mixité et de la diversité comme garde-fou de la liberté.

SARAH TURINE

S. Turine a 44 ans. Islamologue et historienne de l'art, elle a travaillé dans l'éducation et la coopération au développement. En 2006, elle s'investit en politique et est élue conseillère communale à Molenbeek. Elue députée régionale bruxelloise, elle est nommée coprésidente d'Ecolo de 2009 à 2012. En 2012, elle devient échevine à Molenbeek en charge des politiques de jeunesse, de cohésion et prévention sociales et de dialogue interculturel.

Après une brève présentation des objectifs de la rénovation urbaine et du quartier Sainte-Marguerite à Liège, l'exposé tentera de dégager, à partir de projets concrets développés ou à l'étude dans le quartier Sainte-Marguerite, les liens qui unissent rénovation urbaine et vivre ensemble.

De quelle façon donner accès à une majorité d'habitants aux espaces publics et aux logements, dans un quartier comme Sainte-Marguerite qui rassemble une population très diversifiée.
Toutes ces personnes ont des intérêts, des objectifs et des valeurs différents, voire antagonistes. Il est toutefois important de souligner qu'il est légitime pour toutes et tous de pouvoir accéder à l'espace public et de pouvoir l'utiliser. Il est donc nécessaire d'étudier les usages et les besoins en amont de la conception architecturale.

Quelques enseignements et quelques recommandations peuvent être tirés des expériences, notamment sur le processus de concertation à mettre en œuvre dès l'amont des projets et durant tout le processus de conception puis de gestion notamment des espaces publics. Il est important également de prendre conscience de la multitude d'acteurs à intégrer à la réflexion et de l'intérêt de concevoir les projets dans une perspective évolutive.

SYLVIANE KECH

Géographe, conseillère en mobilité, S. Kech est en charge de la mise en œuvre du projet de quartier de rénovation urbaine de Sainte-Marguerite à Liège. Après avoir développé une série de projets durant une dizaine d'années, elle a accompagné l'étude et le processus de concertation lors de l'élaboration d'un nouveau dossier de rénovation urbaine pour la période 2015-2030. S. Kech est convaincue de l'importance et l'utilité d'intégrer les habitants dans les réflexions urbanistiques et de développement urbain.

Christine Ruelle envisagera le thème du « vivre ensemble » dans l'espace public au travers de la question de la participation citoyenne à la fabrique de la ville et de ses espaces communs. « Faire ensemble », n'est-ce pas en effet la meilleure manière de construire des liens sociaux durables ? Car qu'entend-on par « vivre ensemble » dans l'espace public ? De qui parle-t-on exactement et qu'attend-on des espaces publics ? Qu'ils contribuent symboliquement à « faire société », qu'ils suscitent des interactions entre individus issus de différents horizons ou qu'ils permettent, « simplement », une cohabitation pacifique entre ces individus ? Par ailleurs, de quels espaces parle-t-on ? De la placette de quartier à l'espace public d'ampleur métropolitaine, les enjeux sont-ils les mêmes ? Après une discussion plus théorique de la notion de « vivre ensemble » en lien avec les questions d'aménagement urbain et de participation citoyenne, Christine Ruelle illustrera quelques-unes de ses réflexions au travers de deux projets Interreg qu'elle a menés en collaboration avec ses collègues de la Ville de Liège. Dans le cadre du premier (SUN – Sustainable Urban Neighbourhoods), des appels à projets de végétalisation des espaces publics ont été lancés aux citoyens du quartier St-Léonard. Au-delà du fait que cette expérience a montré que la demande des habitants pour participer à l'aménagement et à la gestion des espaces publics de leur quartier était très forte, elle a soulevé de nombreuses questions sur le rôle des espaces publics, qui devrait les aménager, les gérer, quel est le public concerné, etc.
Dans le cadre du second (VALUE Added), qui visait à faire du site de la Chartreuse un nouvel espace vert public, une vaste démarche participative a été élaborée et menée de manière à mobiliser et engager dans la démarche des publics issus de différents horizons, mais aussi intéressés par différents enjeux en lien avec ce site, ce qui a parfois donné lieu à certaines frictions et interrogations quant à la possibilité d'un « vivre ensemble » sur ce site…

CHRISTINE RUELLE

C. Ruelle est chercheuse au LEMA (Local Environment Management & Analysis) de l'Université de Liège. Ingénieur Civil Architecte de formation, elle se spécialise ensuite dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, avec d'abord un master complémentaire puis un doctorat en Art de Bâtir et Urbanisme. Elle est très intéressée par les questions de gouvernance urbaine, et plus particulièrement celle de la participation des citoyens à la fabrique de la ville. Sa thèse portait sur les innovations en matière d'action publique et de participation dans le but de soutenir la transition des quartiers urbains existants. D'un point de vue méthodologique, elle affectionne tout particulièrement la recherche-action, qui permet au chercheur de se confronter à la réalité du terrain. C'est surtout dans le cadre de projets européens (Interreg), toujours en collaboration étroite avec des acteurs de terrain de villes partenaires, qu'elle a utilisé cette méthode pour explorer de nouvelles manières de « faire ensemble la ville ».

En introduction à la réflexion, 2 observations :
Par rapport à la dimension de l'utopie qui semble convoquer la notion de « l'inaccessible », il faut avant tout souligner que TWYCE ARCHITECTS se positionne de manière extrêmement concrète. Nous sommes un bureau d'architecture dont la première mission est de construire ce que nous projetons. Le Larousse nous dit que l'utopie est un « projet dont la réalisation est impossible ». Nous nous situons à l'opposé de cette pensée. Nous sommes là pour réaliser, pour construire, pour concrétiser les choses que nous projetons… Quand nous avons un projet qui reste dans les cartons, cela nous fait mal.
Par rapport à la « problématique » du vivre ensemble, il est important de rappeler que nous construisons évidemment avec « ce qui est déjà là », avec nos clients, avec les contraintes techniques, avec les entreprises, avec les impératifs budgétaires, avec les délais de l'administration. Notre démarche est inclusive. Toujours et en tout lieu. Nous construisons donc ensemble. Avec tout cela.

De manière plus concrète, dans le cadre des habitats groupés que nous accompagnons dans leur développement, nous rassemblons des personnes qui désirent acheter, puis habiter « ensemble », au sein d'un projet coordonné, construit, pensé et rêvé ensemble (un temps seulement… puisque, « très vite », nous construisons !), nous recherchons des lieux qui pourraient accueillir ces projets, nous prenons contact avec les administrations, les banques, un notaire… afin de monter le projet, ensemble. Nous n'achetons pas le bâtiment. Nous ne sommes pas promoteur, ni agent immobilier. Nous sommes architectes. Nous amorçons, dans un premier temps, le projet par une étude de faisabilité. Le groupe qui se forme autour de nous et du projet achète le bâtiment si tout indique que le projet pourra se faire. Ensuite, nous développons le projet d'architecture ensemble. Nous permettons donc à des personnes d'acheter, de construire ou de rénover leur lieu d'habitation, au sein d'un projet coordonné, entre eux et vis-à-vis de l'extérieur, avec l'environnement humain et naturel immédiat. Ces personnes prennent position sur l'architecture, le vivre ensemble, l'écologie, la répartition des frais,… tout ce qui fait la vie en somme. Cela créé une sorte de « microcosme » de société. Tout le monde y est représenté, les décisions se prennent sous forme d'un processus déterminé par le groupe, les gens se parlent, des petites commissions d'experts se forme, l'un devient le juriste du groupe, l'autre le trésorier…

Nous nous situons donc à l'opposé de la logique : nous construisons, nous vendons, ils habitent… Notre intervention est tout sauf commerciale. Nous nous rémunérons pour le travail effectué bien évidemment mais le gain que représente la marge bénéficiaire de toute opération immobilière dans le monde du profit que nous connaissons est partagée entre tous. Nous parvenons à construire des bâtiments à des coûts équivalents à ceux

qui sont présentés sur le marché, mais bien plus qualitatifs, avec des espaces supplémentaires à partager, une expression architecturale personnalisée, des techniques qui sont l'expression de la volonté du groupe en terme de durabilité… C'est un win-win pour tout le monde : pour les personnes qui habiteront les lieux, pour l'environnement qui sera respecté un peu plus grâce à cette vision des choses, pour la qualité de l'architecture, pour tout l'échange que le projet provoquera au sein de ces espaces partagés, pour nous, les architectes, qui sommes fiers de ce que nous réalisons car nous pensons que cela a du sens…

Pour conclure, à propos de l'habitat groupé : à nouveau, nous avons, à la base, une vision très pragmatique de cette notion. Chacun dispose d'un espace privé, plus ou moins large, et certains espaces sont mis en commun. Comme le jardin, une grande salle, une chambre d'ami, un studio de musique, une buanderie, un atelier de bricolage… Chacun vit donc chez soi aussi et « profite » des infrastructures communes. Le premier constat est donc très « terre à terre ». Nous n'avons pas besoin de « posséder » tout cela en privé. Le partager est source d'économie. Se greffe évidemment là-dessus l'envie d'échanger, de se rencontrer, de se parler, de construire des activités ensemble… Après avoir assuré notre subsistance et nos besoins personnels, quel serait le sens de notre existence si elle n'était pas dans le partage, dans l'échange, dans la rencontre ?

MICHEL TOUSSAINT

Architecte et ingénieur, de formation et de pratique, je défends l'idée qu'être architecte, c'est jouer un rôle actif dans la société. Un rôle au niveau social, au niveau artistique, au niveau économique, au niveau technique. Je ne suis pas uniquement designer, ou technicien, ou garant d'un planning et d'un budget, mais tout à la fois. Je pratique un métier de généraliste, qui questionne en profondeur chacune des spécialités qui sont nécessaires à l'acte de bâtir.
Notre bureau d'étude, que je dirige avec mon ami, Christophe De Nys, revendique haut et fort cette pluridisciplinarité que nous mettons au service de nos clients dans un souci de conseil global.
Dans le cadre plus spécifique des habitats groupés que nous accompagnons dans leur développement, nous veillons à rechercher le juste équilibre entre ces différents aspects : qualité architecturale, technique, environnementale, sociale, respect du budget et du timing. Aucun de ces aspects n'est plus important qu'un autre. La vraie réussite d'un projet réside dans l'équilibre entre ces différents points de vue.
Sinon, plus concrètement, TWYCE ARCHITECTS propose ses services aussi bien pour des groupes de personnes qui désirent construire leur espace de vie ensemble que des administrations publiques ou des personnes ou sociétés privées, professionnelles ou non.
Plus concrètement encore, TWYCE ARCHITECTS est une équipe d'une dizaine de personnes qui travaillent ensemble à la concrétisation de tous ces projets.

CO-CONSTRUIRE SON LOGEMENT AU QUOTIDIEN

La possession d'un logement réunissant une famille reste encore un idéal social largement partagé par les ménages. Cet idéal social repose sur le principe du ménage stable tant dans sa composition qu'en matière de ressources financières. Or, l'observation des parcours de vie nous montre que cette stabilité est toute relative et que les ménages ont des routes singulières auxquels ils doivent s'adapter.

Les ménages se font et se défont, se composent, se décomposent et se recomposent. Les individus perdent leur emploi, en retrouvent, progressent et régressent en rémunération. Certains décident de changer radicalement de vie. D'autres augmentent leur temps de télétravail. Les espaces professionnels et personnels se mélangent. Les enfants partent pour revenir et mieux repartir. Tant au niveau de l'occupation du logement que de l'occupation des pièces.

Dans ce contexte, il n'est plus possible d'envisager le logement comme une unité d'habitation occupée par différentes fonctions stables. Le logement est quotidiennement co-construit par ses occupants. En adoptant une démarche microsociologique, l'intervention montrera que le logement est le réceptacle de microaccords quotidiens. Ces microaccords sont fréquemment remis en cause pour en sceller d'autres. L'objectif permanent de ces accords réside dans la volonté collégiale de créer un lieu, reflet à la fois d'une identité collective et du respect des individualités. Mais l'équilibre de ces accords est toujours fragile et temporaire.

Face à la diversité des parcours de vie, nous ne pouvons parler de modèle unique de logement et de modèle unique de vivre-ensemble. Le vivre-ensemble est le fruit d'une micro démocratie locale en perpétuelle construction. Le logement est le résultat temporaire, de bricolages, d'agencements parfois complexes, parfois simples répondant à la configuration plus ou moins longue du ménage.

SEBASTIEN NAHON

Sébastien est sociologue. Il enseigne à l'U-Mons, l'UCL-Mons et l'IAD.
Depuis près de 15 ans, ses travaux portent sur la notion d'empowerment. Il intervient essentiellement dans le secteur des soins de santé sur la problématique du "patient partenaire de soins". L'enjeu est de passer d'un modèle où le patient est le sujet de ses soins, à un modèle où le patient est l'acteur de ses soins.

PHILIPPE DEFEYT

Né à Menen (Flandre) en 1953, Philippe DEFEYT a fait des études d'économiste à l'Université de Namur. Après avoir travaillé un an en Inde, il a consacré sa carrière à des activités académiques (recherche et enseignement), de conseil et politiques. Il a été Président du CPAS de Namur. Il est Vice-président de l'UCL. Il est l'auteur de nombreuses publications (thèmes : prix, revenus, logement, pauvreté, protection sociale, emploi...). Ses thèmes de prédilection actuels sont le vieillissement socio-démographique, le développement durable et le revenu de base. Il est co-fondateur de l'Institut pour un Développement Durable.

organisation
CID
Marie POK
Maryse WILLEMS

GAU
Alain SABBE
Michel PREGARDIEN
Laurent DEBAILLEUX
Mai-Anh VOO
Nicolas ATLE
David BAYLE
Chiara FUCELLI
Dominique DERAMAIX
Geoffey HISMANS